

ANNEXE D

**DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL
PRÉSENTÉE PAR ANTIGUA-ET-BARBUDA**

**ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE**

WT/DS285/2
13 juin 2003

(03-3174)

Original: anglais

**ÉTATS-UNIS – MESURES VISANT LA FOURNITURE TRANSFRONTIÈRES
DE SERVICES DE JEUX ET PARIS**

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée
par Antigua-et-Barbuda

La communication ci-après, datée du 12 juin 2003, adressée par la Délégation permanente d'Antigua-et-Barbuda au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda considère que certaines mesures des gouvernements et autorités centraux, régionaux ou locaux des États-Unis sont incompatibles avec les engagements et obligations des États-Unis au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) en ce qui concerne la fourniture transfrontières de services de jeux et paris.

Les règles qui s'appliquent à la fourniture transfrontières de services de jeux et paris aux États-Unis sont complexes et englobent la législation des États et la législation fédérale en la matière. Les lois pertinentes sont énumérées aux sections I et II de l'annexe jointe à la présente demande. Bien que cela ne soit pas toujours clair à la lecture des textes de ces lois, les autorités compétentes des États-Unis estiment que ces lois (séparément ou conjuguées) ont pour effet de prohiber toute fourniture de services de jeux et paris à partir d'un lieu situé à l'extérieur des États-Unis aux consommateurs aux États-Unis. La section III de l'annexe énumère des exemples de mesures prises par les autorités non législatives des États-Unis qui appliquent ces lois à la fourniture transfrontières de services de jeux et paris. Les mesures répertoriées à l'annexe n'entrent dans le cadre du présent différend que dans la mesure où elles empêchent ou peuvent empêcher les exploitants d'Antigua-et-Barbuda d'offrir légalement des services de jeux et paris aux États-Unis dans des conditions de concurrence compatibles avec les obligations des États-Unis.

La prohibition totale des services de jeux et paris offerts à partir d'un lieu situé à l'extérieur des États-Unis semble être en contradiction avec les obligations qui incombent aux États-Unis au titre de l'AGCS et de leur Liste d'engagements spécifiques annexée à l'AGCS (et en particulier le secteur 10.D de la Liste) pour les raisons ci-après:

- a) Les autorités centrales, régionales ou locales des États-Unis autorisent de nombreux exploitants originaires des États-Unis à offrir tous les types de services de jeux et paris aux États-Unis (parfois au moyen de droits exclusifs ou de structures monopolistiques). Toutefois, il n'y a apparemment aucune possibilité pour les exploitants étrangers d'obtenir une autorisation de fournir des services de jeux et paris à partir d'un lieu situé à l'extérieur des États-Unis. Cela semble être en contradiction avec les engagements et obligations des États-Unis au titre de l'AGCS, y compris les articles VI:1, VI:3, VIII:1, VIII:5, XVI:1, XVI:2, XVII:1, XVII:2 et XVII:3 et leur Liste d'engagements spécifiques.
- b) Les autorités des États-Unis restreignent également les transferts et versements internationaux relatifs aux services de jeux et paris offerts à partir d'un lieu situé à l'extérieur des États-Unis. Certaines des mesures non législatives énumérées à la section III de l'annexe en constituent des exemples: les mesures décrites dans les documents rendus publics par l'Attorney General de Floride et l'Attorney General de New York. Ces restrictions semblent violer les articles VI:1, XI:1, XVI:1, XVII:1, XVII:2 et XVII:3 de l'AGCS et la Liste d'engagements spécifiques des États-Unis.

Le 13 mars 2003, le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement des États-Unis conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord) et à l'article XXIII de l'AGCS au sujet des mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris. Les États-Unis et Antigua-et-Barbuda ont tenu ces consultations à Genève le 30 avril 2003 mais elles n'ont pas résolu le différend.

En conséquence, Antigua-et-Barbuda a l'honneur de demander à l'Organe de règlement des différends d'établir un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord pour examiner la présente question sur la base du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord.

ANNEXE

I. LEGISLATION FEDERALE DES ÉTATS-UNIS

Les mesures prises par le Congrès des États-Unis qui enfreignent les obligations découlant pour les États-Unis de l'AGCS sont notamment, mais non exclusivement, les suivantes:

15 U.S.C. §§ 3001-3007
18 U.S.C. § 2
18 U.S.C. §§ 1081, 1084
18 U.S.C. §§ 1301-1307
18 U.S.C. § 1952
18 U.S.C. § 1953
18 U.S.C. § 1955
28 U.S.C. §§ 3701-3704
39 U.S.C. § 3005

II. LEGISLATION DES ÉTATS ET TERRITOIRES

Les mesures prises par les divers États et Territoires des États-Unis qui enfreignent les obligations découlant pour les États-Unis de l'AGCS sont notamment, mais non exclusivement, les suivantes:

Alabama

ALA. CODE §§ 13A-12-20 à 13A-12-31 (1977).

Alaska

ALASKA STAT. § 05.15.180 (1997).
ALASKA STAT. §§ 11.66.200 à 11.66.280 (1978).

Arizona

ARIZ. REV. STAT. ANN. §§ 13-3301 à 13-3312 (2001).

Arkansas

ARK. STAT. ANN. §§ 5-66-101 à 5-66-119 (1987).

Californie

CAL. PENAL CODE §§ 319-337z (West Supp. 2003).
CAL. BUS & PROF. CODE § 19800-19807 (West Supp. 2003).

Caroline du Nord

N.C. GEN. STAT. §§ 14-289 à 14-309.4 (1994).

Caroline du Sud

S.C. CODE ANN. §§ 16-19-10 à 16-19-160 (Law Co-op. 1996).

Colorado

COLO. CONST. art. XVIII, § 2.
COLO. REV. STAT. §§ 18-10-101 à 18-10-108 (1999).
COLO. REV. STAT. §§ 12-47.1-101 à 12-47.1-106 (1996).

Connecticut

CONN. GEN. STAT. §§ 53-278a à 53-278g (2001).

Dakota du Nord

N.D. CONST. ART. 11, § 25.
N.D. CENT. CODE § 12.1-28-01 à 12.1-28-02 (1987).

Dakota du Sud

S.D. CODIFIED LAWS §§ 22-25-1 à 22-25-51 (Michie 1976).
S.D. CODIFIED LAWS § 22-25A-1 à 22-25A-15 (Michie 2000).

Delaware

DEL. CONST. art. 2, § 17.
DEL. CODE ANN. tit. 11, §§ 1401-32, 1470-73 (2002).

District de Columbia

D.C. CODE ANN. §§ 22-1701 à 22-1712 (2001).

Floride

FLA. STAT. §§ 849.01 à 849.46 (2000).

Géorgie

GA. CONST. art. 1, § 2.
GA. CODE ANN. §§ 16-12-20 à 16-12-62 (2003).

Hawaii

HAW. REV. STAT. ANN. §§ 712-1220 à 712-1231 (Michie 1973).

Idaho

IDAHO CONST. art. III, § 20.
IDAHO CODE §§ 18-3801 à 18-3810 (1992).

Illinois

ILL. REV. STAT. ch. 720, § 5/28-1 à 5/28-9 (1993).

Indiana

IND. CODE §§ 35-45-5-1 à 35-45-5-8 (1998).

Iowa

IOWA CODE §§ 725.5 à 725.16 (1993).

Kansas

KAN. CRIM. CODE ANN. § 21-4303 à 21-4308 (1995).

Kentucky

KY. REV. STAT. ANN. §§ 528.010 à 528.120 (Baldwin's 1974).

Louisiane

LA. CONST. art. XII, § 6.

LA. REV. STAT. ANN. § 14:90 (West 1986).

Maine

ME. REV. STAT. ANN., tit. 17, §§ 330 à 347 (1983).

ME. REV. STAT. ANN., tit. 17, §§ 2305-2306 (1983).

Maryland

MD. CODE ANN., CRIM. LAW, §§ 12-101 à 12-307 (2002).

Massachusetts

MASS. GEN. LAWS ANN. ch. 271, §§ 1-50 (West 2000).

Michigan

MICH. COMP. LAWS ANN. §§ 750.301-750.315a (West 1990).

Minnesota

MINN. STAT. ANN. §§ 609.75-609.763 (Supp. 2003).

Mississippi

MISS. CODE ANN. §§ 97-33-1 à 97-33-203 (1999).

Missouri

MO. ANN. STAT. §§ 572.010-572.125 (West 1995).

Montana

MONT. CONST. art. III, § 9.
MONT. CODE ANN. §§ 23-5-101 à 23-5-810 (1993).

Nebraska

NEB. REV. STAT. §§ 28-1101 à 28-1117 (1995).

Nevada

NEV. REV. STAT. § 202.450 (1999).
NEV. REV. STAT. § 463.160 (2001).

New Hampshire

N.H. REV. STAT. ANN. § 647:2 (1999).

New Jersey

N.J. CONST. art. IV, § 7.
N.J. STAT. ANN. §§ 2A:40-1 à 2A:40-9 (2000).
N.J. STAT. ANN. §§ 2C:37-1 à 2C:37-9 (1995).
N.J. STAT. ANN. § 5:5-63 (1996).
N.J. STAT. ANN. §§ 5:12-1 à 5:12-210 (1996).

New York

N.Y. CONST. art. I, § 9.
N.Y. EXECUTIVE LAW §§ 430 à 439a (McKinney 1996).
N.Y. PENAL LAW §§ 225.00 à 225.40 (McKinney 1999).
N.Y. GENERAL OBLIGATION LAW §§ 5-401 à 5-423 (McKinney 2001).

Nouveau-Mexique

N.M. STAT. ANN. §§ 30-19-1 à 30-19-15 (1978).

Ohio

OHIO CONST. art. XV, § 6.
OHIO REV. CODE ANN. §§ 2915.01-2915.06 (1996).

Oklahoma

OKLA. STAT. ANN. tit. 3A, § 205.6 (West 1993).
OKLA. STAT. ANN. tit. 21, §§ 941-993 (West 2002).

Oregon

OR. REV. STAT. §§ 167.108-167.170 (2001).

Pennsylvanie

PA. STAT. ANN. tit. 18, § 911 (Purdon 1998).
PA. STAT. ANN. tit. 18, § 5513 (Purdon 2000).
PA. STAT. ANN. tit. 66, § 2902 (Purdon 2000).

Rhode Island

R.I. CONST. art. VI, § 22.
R.I. GEN. LAWS §§ 11-19-1 à 11-19-45 (1993).
R.I. GEN. LAWS § 11-51-1 à 11-51-2 (1979).

Tennessee

TENN. CONST. art. XI, § V.
TENN. CODE ANN. §§ 39-17-501 à 39-17-509 (1989).

Texas

TEX. PENAL CODE ANN. §§ 47.01 à 47.10 (West 2003).

Utah

UTAH CODE ANN. §§ 76-10-1101 à 76-10-1109 (1998).

Vermont

VT. STAT. ANN. tit. 13, §§ 2133-2156 (1957).

Virginie

VA. CODE ANN. §§ 18.2-325 à 18.2-340 (Michie 1992).

Virginie-Occidentale

W. VA. CODE § 61-10-1 à 61-10-5 (1970).

Washington

WASH. REV. CODE ANN. § 4.24.070 (West 1988).
WASH. REV. CODE ANN. §§ 9.46.010 à 9.46.903 (West 1998).

Wisconsin

WIS. CONST. art. IV, § 24.
WIS. STAT. ANN. §§ 945.01-945.13 (West 2001).

Wyoming

WYO. STAT. §§ 6-7-101 à 6-7-104 (1996).

Guam

9 GUAM CODE ANN. §§ 64.10 à 64.22A (2003).

Porto Rico

P.R. LAWS ANN. tit 33, §§ 1241 à 1259 (1949).

Iles Vierges américaines

V.I. CODE ANN. tit. 14, §§ 1224-1226 (1985).

V.I. CODE ANN. tit. 32, §§ 602-646 (2001).

III. AUTRES ACTIONS OU MESURES DES ÉTATS-UNIS PRISES AU NIVEAU FEDERAL ET AU NIVEAU DES ÉTATS

Les autres actions ou mesures prises par des organismes administratifs, des élus ou le pouvoir judiciaire au niveau fédéral et au niveau des États qui enfreignent les obligations découlant pour les États-Unis de l'AGCS sont notamment, mais non exclusivement, les suivantes:

États-Unis

United States v. Cohen, 260 F.3d 68 (2nd Cir. 2001), *cert. denied*, 122 S. Ct. 2587 (2002).

Floride

Florida Attorney General, *Press Release: Western Union Cuts Off Sports Betting Accounts* (23 décembre 1997).

Kansas

Op. Att'y Gen. No. 96-31 (25 mars 1996).

Kansas Attorney General, *Internet Gambling Warning* (visité le 13 mars 2003).

<www.accesskansas.org/ksag/contents/consumer/internetwarning.htm>

Michigan

Michigan Gaming Control Board, *Frequently Asked Questions: Is it Legal to Gamble Over the Internet in Michigan* <www.michigan.gov/mgcb/0,1607,7-120-7863-19182--F,00.html>

Minnesota

Minnesota Attorney General, *Statement of Minnesota Attorney General on Internet Jurisdiction* (visité le 13 mars 2003) <www.jmls.edu/cyber/docs/minn-ag.html>

New York

Vacco ex rel. People v. World Interactive Gaming Corp., 714 N.Y.S.2d 844, 854 (N.Y. Sup. Ct. 1999).

New York Attorney General, *Press Release: Ten Banks End Online Gambling With Credit Cards - Spitzer Hails Establishment of New Banking Industry Standard* (11 février 2003).

New York Attorney General, *Press Release: Agreement Reached with Paypal to Bar New Yorkers from Online Gambling - Campaign Against Illegal Gambling Web Site in New York Continues* (21 août 2002).

Attorney General of the State of New York, Internet Bureau, *In the matter of PayPal, Inc.*, Assurance of Discontinuance (16 août 2002).

New York Attorney General, *Press Release: Financial Giant Joins Fight Against Online Gambling - Leading Credit Card Issuer Agrees to Block Key Internet Transactions* (14 juin 2002).

Attorney General of the State of New York, Internet Bureau, *In the matter of Citibank (South Dakota), N.A.*, Assurance of Discontinuance (21 juin 2002).
